



Canadian Association of University Teachers
Association canadienne des professeures et professeurs d'université



Soutien aux universitaires, enseignants et syndicalistes afghans en danger

Mémoire présenté au Comité spécial sur l'Afghanistan

Mars 2022

2705, promenade Queensview Drive
Ottawa (Ontario) K2B 8K2
Tel / Tél: 613-820-2270
www.caut.ca

2490, promenade Don Reid Drive
Ottawa (Ontario) K1H 1E1
Tel / Tél: 613-232-1505
www.ctf-fce.ca

22841, promenade Riverside Drive
Ottawa (Ontario) K1V 8X7
Tel / Tél: 613-613-521-3400
www.canadianlabour.ca

Nous sommes reconnaissants de l'occasion qui nous est donnée de présenter ce mémoire au nom de nos membres et en solidarité avec nos collègues en danger en Afghanistan et dans les pays voisins. Nous restons alarmés par la situation en Afghanistan, notamment en ce qui concerne les universitaires, les chercheurs, les dirigeants de la société civile, les enseignants et les syndicalistes afghans, en particulier les femmes, les personnes LGBTQ+ et les minorités ethniques et religieuses. Les personnes en danger doivent être évacuées et réinstallées immédiatement dans des pays sûrs comme le Canada.

En collaboration avec des partenaires internationaux, dont l'[Internationale de l'Éducation](#), [Scholars at Risk](#), et la [Confédération syndicale internationale](#), nous avons été informés de plusieurs situations de détresse auxquelles sont confrontés nos collègues en Afghanistan, et ceux qui languissent maintenant comme réfugiés dans les pays voisins.

Bien que nous ayons apprécié l'engagement de ce gouvernement à faire venir 40 000 réfugiés afghans au Canada dans le cadre des programmes spéciaux d'immigration et d'aide humanitaire, nous demeurons gravement préoccupés par le fait que les retards dans le traitement des demandes et les exigences strictes en matière de VISA et de statut de réfugié peuvent faire en sorte que des collègues en danger soient arrêtés, détenus, tués et, pour ceux qui ont réussi à fuir le pays, déportés.

Nos organisations ont également été encouragées par le [renforcement des mesures d'immigration mises en place pour les réfugiés ukrainiens](#) – y compris la priorité accordée au traitement des demandes et, surtout, les dispositions relatives aux voyages d'urgence qui éliminent bon nombre des exigences normales en matière de VISA. Nous espérons que des mesures similaires pourront être étendues à nos collègues en Afghanistan, avec lesquels les Canadiens et le gouvernement canadien entretiennent également une relation spéciale.

Après le renversement du régime taliban par l'OTAN en 2001, les universitaires, les syndicalistes, les enseignants et les dirigeants progressistes de la société civile en Afghanistan ont lutté pour l'avènement d'une nouvelle société fondée sur la connaissance et respectueuse des droits. Pendant 20 ans, ces universitaires et syndicalistes ont travaillé pour protéger, défendre et obtenir les droits fondamentaux à l'éducation, à l'accès aux connaissances, à la liberté d'expression et à la liberté d'association. Ce travail est déjà mis à mal par les nominations politiques du nouveau régime taliban dans les grandes universités afghanes et l'interdiction pour les femmes de retourner à l'université pour y enseigner ou y apprendre.

Renseignements généraux sur nos organisations

Fondée en 1951, l'[ACPPU/CAUT](#) est la voix nationale du personnel universitaire, qui représente 72 000 enseignants, bibliothécaires, chercheurs, membres du personnel général et autres professionnels universitaires dans quelque 125 universités et collèges du pays. L'ACPPU est un défenseur énergique de la liberté universitaire et travaille activement, dans l'intérêt public, à améliorer la qualité et l'accessibilité de l'enseignement postsecondaire au Canada. L'ACPPU abrite également sa propre [Fondation pour les réfugiés](#) qui a été réactivée compte tenu de la crise humanitaire actuelle en Afghanistan. La Fondation a été initialement créée dans les années 1970 pour offrir un soutien aux réfugiés fuyant le Vietnam pour le Canada.

Fondée en 1920, la [FCE/CTF](#) est la voix nationale de la profession enseignante. En tant qu'alliance nationale des organisations provinciales et territoriales d'enseignants, la FCE/CTF représente 18 organisations membres et plus de 365 000 enseignants du primaire et du secondaire dans tout le Canada. La FCE défend l'enseignement en tant que profession et milite en faveur d'un ressourcement adéquat, des droits des travailleurs et de la justice sociale, au Canada et dans le monde entier. La FCE/CTF a 60 ans d'expérience dans la coopération pour le développement international, y compris divers partenariats soutenus par le gouvernement, par l'intermédiaire d'Affaires mondiales Canada.

Le [CTC/CLC](#) est l'organisation syndicale la plus grande du Canada. Elle rassemble des douzaines de syndicats nationaux et internationaux, des fédérations provinciales et territoriales du travail et des conseils du travail communautaires qui représentent plus de trois millions de travailleuses et de travailleurs dans l'ensemble du pays.

Nos trois organisations sont prêtes à travailler avec ce comité et ce gouvernement pour soutenir la réinstallation des réfugiés afghans, y compris la détermination des personnes en danger. Nous sommes également prêtes à déterminer comment nous pouvons travailler au mieux avec les alliés de la communauté pour contribuer à la satisfaction des besoins relevés, tels que le logement, l'emploi, la garde d'enfants, les soins de santé et les soins de santé mentale, entre autres. Le CTC a contribué à l'aide au niveau communautaire pour l'afflux de réfugiés syriens en 2015 et est prêt à déterminer les domaines où il pourrait contribuer à cet effort de réinstallation.

Vous trouverez ci-dessous cinq recommandations de politique qui nous permettront de réussir à faire venir nos collègues en danger au Canada.

Recommandations de politiques

1. Inclusion explicite des universitaires, des enseignants et des syndicalistes dans les groupes en danger admissibles au programme humanitaire spécial.
2. L'examen d'accords de « laissez-passer » diplomatiques avec des pays tiers dans les cas présentant un grave danger.
3. Fourniture de ressources accrues à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et aux autres ministères et organismes concernés afin d'accélérer (i) le traitement des demandes dans le cadre des programmes spéciaux et (ii) les processus de demande d'asile pour les demandeurs, qu'ils soient ou non signataires d'une entente de parrainage.
4. Une communication plus régulière et des mises à jour plus fréquentes sur l'état d'avancement des cas entre IRCC, les demandeurs et leurs parrains – notamment pour les personnes menacées d'expulsion depuis des pays tiers.
5. Mise en place d'un programme de voyage d'urgence pour les Afghans en danger, en renonçant aux exigences habituelles en matière de VISA et de désignation de réfugié par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, jusqu'à ce qu'elles puissent être satisfaites à partir d'un endroit sûr.

Au nom de nos trois organisations, de nos membres et de nos collègues internationaux, nous vous remercions pour le travail de votre comité et pour la considération de notre mémoire.

Respectueusement présenté par l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (ACPPU), la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE), et le Congrès du travail du Canada (CTC).



David Robinson
Directeur général, Association canadienne des professeures et professeurs d'université



Sam Hammond
Président, Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants



Bea Bruske
Présidente, Congrès du travail du Canada